

Conférence de presse du SECO relative au 17^e rapport de l'Observatoire relatif à l'Accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE, du 25 juin 2021

Le texte prononcé fait foi

La crise du Covid-19 met en relief tout l'intérêt de la main-d'œuvre étrangère

Par Roland A. Müller, directeur de l'Union patronale suisse

Mesdames, Messieurs

Cette année, l'analyse de l'immigration en provenance des États de l'UE/AELE doit être considérée sur la toile de fond de la pandémie de Covid-19 et de la crise économique qui l'accompagne. La chute de 2,7 pour cent du produit intérieur brut a posé des défis majeurs à de nombreuses entreprises. L'intervention précoce du Gouvernement dans le cadre de diverses mesures d'aide porte désormais ses fruits. L'économie recommence déjà à ronronner, au point même de surprendre de nombreux prévisionnistes. L'une des principales raisons de cette bonne nouvelle est l'instrument de l'indemnité de chômage partiel, qui permet aux employeurs de faire revenir rapidement à leurs postes, lorsque la conjoncture se montre à nouveau plus favorable, des employés qui connaissent bien l'entreprise. Le taux de chômage n'en a pas moins fortement augmenté au printemps 2020. Il s'est établi à 3,1 pour cent en moyenne annuelle en 2020.

Evolution de l'immigration en provenance des États de l'UE/AELE et des États tiers

Un regard sur l'immigration nette montre qu'avec 17'400 personnes, un bon cinquième de moins d'immigrants provenant d'États tiers est entré en Suisse par rapport à l'année précédente. Ce niveau a été enregistré pour la dernière fois dans les années 1990.

A 29'900 personnes, l'immigration nette en provenance de l'UE est restée à peu près de même ampleur que l'année précédente. La conclusion selon laquelle l'économie continue de recruter des travailleurs étrangers même en période de difficultés économiques est toutefois loin d'être exacte, comme le montre un examen plus détaillé des chiffres. Par exemple, le solde migratoire des résidents à court terme a sensiblement diminué en 2020, bien que cela ait été compensé par une augmentation des résidents de longue durée. Pour ceux-ci, le taux d'immigration nette comparativement élevé n'est pas imputable à une augmentation des immigrants exerçant une activité lucrative, mais plutôt au faible nombre de ressortissants de l'UE/AELE sortant de Suisse.

La baisse des chiffres de l'immigration nette qui a suivi la crise du Covid-19 montre la grande sensibilité de l'immigration à la marche de l'économie. Les employeurs recrutent des travailleurs étrangers lorsqu'ils ont des postes vacants pour lesquels ils ne trouvent pas de ressortissants nationaux suffisamment qualifiés. Quand la conjoncture est faible, au contraire, de nombreux immigrants quittent la Suisse pour chercher du travail dans les pays où l'économie se porte mieux.

Impact très variable de la crise du Covid-19 sur l'immigration

L'impact de la crise du Covid-19 sur les différents secteurs a été jusqu'ici très inégal, les branches les plus touchées étant celles où de nombreux ressortissants de l'UE/EEE et de

pays tiers sont également actifs. Dans bon nombre d'entre elles, il est difficile, voire impossible, de passer du travail en entreprise au télétravail et leurs travailleurs, qui viennent principalement d'Europe du Sud et de l'Est, n'ont qu'un faible niveau de qualification, ce qui exclut pratiquement les possibilités de télétravail.

La crise sanitaire dans les branches en question a maintenant conduit certains de ces actifs à perdre leur emploi ou à devenir dépendants des indemnités de chômage partiel. La situation est meilleure pour les immigrants d'Europe du Nord et de l'Ouest, dont la plupart occupent des emplois exigeant des compétences plus élevées. Si nécessaire, ils peuvent rapidement passer au télétravail et rester fonctionnels sans interruption. Les travailleurs suisses ont été moins touchés que la moyenne par la crise du Covid-19, ce qui est également dû à leur présence supérieure à la moyenne dans les entreprises proches de l'État, qui ont traversé les turbulences économiques sans dommage majeur.

L'impact plus important de la crise de Covid-19 sur les immigrants d'Europe du Sud et de l'Est peut être attribué au fait que les branches employant des immigrants plutôt peu qualifiés ont été plus fortement affectées par les restrictions et les mesures de protection gouvernementales que les autres branches et que leurs activités ne pouvaient pas non plus s'effectuer en télétravail. A mesure toutefois que la situation économique s'améliorera, beaucoup de ces travailleurs retrouveront le chemin du marché du travail.

Les restrictions d'entrée montrent la vulnérabilité du système de santé

Le rapport de cette année s'intéresse à la situation de dépendance où se trouve le secteur de la santé à l'égard du personnel immigré. Sur les quelque 540'000 personnes employées dans ce secteur en 2020, environ 22 pour cent étaient des ressortissants d'un pays de l'UE/AELE, parmi lesquels on dénombrait 34'000 frontaliers. Entre 2010 et 2020, le nombre de ressortissants de l'UE/AELE employés dans cette branche a augmenté de 63'000. Pour ce qui est des professions exercées, il apparaît qu'un tiers des spécialistes et 31 pour cent des généralistes travaillant en Suisse proviennent de l'UE/AELE. Ils constituent environ 19 pour cent du personnel infirmier. Les ressortissants de l'UE/AELE ont une représentation inférieure à la moyenne dans la gamme de qualification moyenne, ce qui peut être attribué également aux efforts de formation en faveur des actifs autochtones travaillant dans ce domaine.

Les chiffres montrent clairement le rôle central que joue l'immigration qualifiée dans le fonctionnement du système de santé grâce à la libre circulation des personnes. A cet égard, l'immigration complémentaire liée à la demande dans ce secteur est exemplaire pour diverses autres branches. La dépendance où se trouve la santé à l'égard d'un régime d'immigration fonctionnel n'a été mise en évidence que lors de la crise Covid-19, lorsque des restrictions temporaires à l'admission en Suisse se sont appliquées et que des établissements de soins proches de la frontière ont eu des difficultés à faire leur travail, souvent d'une importance vitale.

L'augmentation des salaires s'observe dans de larges couches de la population

Toutes les classes de revenus ont enregistré une hausse des salaires ces dernières années. Selon l'enquête suisse sur la structure des salaires, les revenus moyens ont progressé en moyenne de 0,6 pour cent par an entre 2010 et 2018. A raison de respectivement 0,8 et 0,7 pour cent, les salaires du bas et du haut de l'échelle se sont accrus encore plus sensiblement. Il n'y a donc pas eu de contraction des bas salaires, ni d'élargissement de l'écart entre hauts et bas salaires.

Les effets de l'immigration sur les salaires ont fait l'objet de nombreuses études ces dernières années. Lesquelles aboutissent à des conclusions quelque peu différentes. Toutefois, même les études qui constatent une pression salariale au bas de l'échelle concluent qu'elle est faible et que, là où elle se vérifie, elle est traitée par une couverture CCT élevée.

Dans l'ensemble, l'augmentation relativement régulière des salaires ainsi que les chiffres élevés de l'emploi et les taux de chômage comparativement faibles des travailleurs résidant en Suisse montrent que ces derniers, loin d'avoir été évincés par les immigrants d'une manière générale, ont pu, au contraire, accéder au marché du travail.

L'analyse du Seco montre en outre que les employeurs recrutent des travailleurs étrangers principalement en raison d'un manque de qualifications et de personnel en Suisse. Dans la plupart des cas, la question des salaires joue un rôle secondaire.

La crise du Covid-19 exige encore plus d'agilité et de flexibilité de la part des entreprises

La crise sanitaire a montré une fois de plus que l'immigration ne progresse en Suisse que pour répondre aux besoins de l'économie quand le personnel nécessaire n'est pas disponible dans nos frontières. Par ailleurs, le secteur de la santé est un bon exemple de l'importance des travailleurs étrangers pour le bon fonctionnement de nombreuses branches. Pour une reprise économique rapide, les entreprises sont plus que jamais tributaires d'un système d'immigration dynamique. Il est essentiel qu'elles puissent également recruter à l'étranger sans complications administratives pour compléter la main-d'œuvre nationale.

Contact:

Prof. Roland A. Müller
UNION PATRONALE SUISSE
Hegibachstrasse 47, 8032 Zurich
Tél: +41 (0)44 421 17 31; +41 (0)79 220 52 29
roland.mueller@arbeitgeber.ch

L'Union patronale suisse (UPS) est depuis 1908 la voix des employeurs à l'égard du monde économique et politique ainsi que du public. Cette organisation faîtière de l'économie suisse regroupe quelque 90 organisations patronales régionales et de branche ainsi qu'un certain nombre d'entreprises individuelles. Au total, elle représente plus de 100 000 petites, moyennes et grandes entreprises occupant environ 2 millions de travailleurs de tous les secteurs économiques. L'UPS milite pour une économie forte et la prospérité de la Suisse. A cette fin, elle met à disposition son expertise reconnue, notamment dans les domaines du marché du travail, de la formation et de la politique sociale. Le directeur de l'association est Roland A. Müller et son président Valentin Vogt.